

**Arrêté du Maire  
n° 2025/162**

Certifié exécutoire  
publié ou notifié  
le 13/06/2025  
LANGEAIS, le 13/06/2025  
Le Maire.

Envoyé en préfecture le 13/06/2025

Reçu en préfecture le 13/06/2025

Publié le

ID : 037-200065936-20250613-BM\_ARR2025\_162-AR

S'LO

Le Maire  
F. RUEZ



**Arrêté portant organisation d'une enquête publique relative au projet d'aliénation de plusieurs chemins et tronçons de chemins ruraux sur le territoire de la Commune de Langeais – Dispositions complémentaires**

Le Maire de la Commune de LANGEAIS,

*Vu* le Code Général des Collectivités Territoriales,

*Vu* le Code Rural et de la Pêche Maritime - article L 161-10 fixant les modalités de cession de l'emprise désaffectée d'un chemin rural,

*Vu* le Code des Relations entre le Public et l'Administration – articles R 134-7 et suivants fixant les modalités d'organisation de l'enquête publique préalable, complété par le Code Rural et de la Pêche Maritime en ses articles R 161-25 et suivants,

*Vu* la liste d'aptitude aux fonctions de commissaires enquêteur pour l'Indre-et-Loire – Année 2025,

*Vu* la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2024 autorisant l'engagement de la procédure de cession d'emprises de chemins ruraux ayant cessé d'être à l'usage du public et l'ouverture de l'enquête publique préalable à la mise en œuvre de cette procédure,

*Vu* la délibération du Conseil Municipal du 10 juin 2025 complétant les dispositions de la délibération initiale du 16 décembre 2024,

*Vu* les dispositions de l'arrêté du 27 mai 2025 prescrivant l'organisation de l'enquête publique préalable à la mise en œuvre de la procédure d'aliénation de chemins et tronçons de chemins ruraux,

**Considérant que certaines dispositions de l'arrêté du 27 mai 2025 doivent être complétées,**

**Cet arrêté annule et remplace l'arrêté 2025-156 en date du 2 juin 2025**

**Arrête**

**Article 1 :**

L'article 2 de l'arrêté du 27 mai 2025 prescrivant l'organisation de l'enquête publique préalable à la mise en œuvre de la procédure d'aliénation de chemins et tronçons de chemins ruraux est annulé et remplacé par les dispositions exposées à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 2 :**

La procédure d'aliénation est engagée pour les chemins ruraux suivants :